

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

Lausanne, le 10 juin 2016

**Agenda 2030 pour le développement durable: quel rôle pour la Suisse?**

**Éliminer la pauvreté, réduire les inégalités ou préserver les ressources naturelles: ces défis nous concernent tous. Alors que le National a péniblement validé le budget pour la coopération internationale, la Suisse pourra-t-elle assumer les engagements pris dans le cadre des nouveaux Objectifs du développement durable, auxquels le Conseil fédéral a souscrit en automne 2015? Vendredi, une table ronde organisée à Lausanne par la Fédération vaudoise de coopération a fait dialoguer des élues et des élus de tout bord.**

**L'Agenda 2030: sitôt signé, sitôt piétiné?**

Adopté en septembre 2015 à New York par les 193 Etats membres des Nations Unies, dont la Suisse, l'Agenda 2030 pour le développement durable est le nouveau guide d'action des quatorze prochaines années. Ce «plan partagé d'amélioration du monde», selon la formule du conseiller fédéral Didier Burkhalter, suppose des moyens supplémentaires. Or, la Suisse n'en prend pas le chemin. «Ce montant de 11,11 milliards de francs sur 4 ans est certes important, mais il équivaut uniquement à 48 centimes sur 100 francs de richesses produites, en net recul par rapport à la volonté du Parlement en 2011 de porter l'aide au développement à 0,5% du revenu national brut», rappelle **Géraldine Savary**, conseillère aux Etats socialiste. «On a pas diminué l'aide au développement, on a simplement tempéré son augmentation», nuance **Jean-Pierre Grin**, conseiller national UDC.

**Offrir des perspectives aux populations**

«A l'heure où des milliers d'êtres humains, chassés de leurs foyers par les guerres, la faim, la pauvreté ou les désastres écologiques, frappent aux portes de l'Europe, on entend souvent dire qu'il faut renforcer l'aide sur place. Justement, elle offre des perspectives aux populations», explique **Valérie Induni**, municipale à Cossonay et députée PS au Grand Conseil. «La coopération représente un investissement pour l'avenir», renchérit sa collègue du législatif vaudois **Martine Meldem**, députée vert/libérale. «C'est contre-productif de couper dans ce type de budget, il suffit d'ouvrir les yeux sur l'état actuel du monde», confie-t-elle. «Un seul exemple: l'avancée du désert au Sahel. Notre part de responsabilité est réelle. Il est donc normal d'épauler, par exemple, les petits paysans du Burkina Faso pour inverser la tendance.»

**Vaud, terroir de solidarité**

«Notre canton dispose des bonnes cartes pour décliner une stratégie de développement durable – sur son territoire, mais aussi loin de ses frontières. Des communes, des institutions y agissent déjà en pionnière pour le climat, dans le but de réduire la pauvreté et de favoriser le bien-être à tout âge», note **Pierre Zwahlen**, président de la FEDEVACO. La fédération veillera à ce que chaque échelon du système politique suisse contribue à l'Agenda 2030 complète son nouveau secrétaire général **Alexandre Cavin**.

Organisation faitière regroupant 45 ONG actives dans la coopération au développement, la FEDEVACO représente ses associations membres auprès de la Confédération, du Canton de Vaud et des Communes vaudoises. Chaque année, elle tient une rencontre avec ses différents partenaires, afin de mener un dialogue de qualité sur les enjeux de la coopération au développement. [www.fedevaco.ch](http://www.fedevaco.ch)

**Pour de plus amples informations, nous vous remercions de vous adresser à:**

Pierre Zwahlen, président, tél. 079 615 44 33

Alexandre Cavin, secrétaire général, tél. 077 411 58 90

Maxime Gindroz, chargé d'information, tél. 079 213 25 75